

*l'Anti*capitaliste

n°689 | 4 janvier 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

PRIVATISATIONS, GUERRES IMPÉRIALISTES

EN

2024



RÉARMER NOTRE

CAMP SOCIAL!

ZOOM

Sans-papiers. Toutes et tous dans la rue pour le retrait de la loi de la Darmanin Page 3

INTERNATIONAL

États-Unis. Trump sera-t-il disqualifié pour se présenter aux élections? Page 4

ARGUMENTS

Inflation. L'économie sous perfusion... mais des profits records! Page 5

CHAMP LIBRE

Bordeaux en luttés. Une petite dose d'anti-capitalisme dans les institutions? Page 8

Édito

Le vieux monde se meurt, il est urgent de construire le nouveau

Par **HÉLÈNE MARRA**

En ce début d'année 2024, il est une présence encombrante, celle de la guerre. Elle se déploie dans plusieurs régions du monde et acquiert une dimension totale, voire globale. Désarmé et impuissant face à la longue occupation militaire de l'Ukraine par la Russie de Poutine, le Vieux Continent voit son monde s'effondrer sous les coups des politiques néolibérales qui ouvrent la voie aux nouveaux fascismes. Dans ce contexte, la machinerie déclarative du droit international, constamment bafouée par la brutalité des politiques anti-immigration et la multiplication des occupations militaires, peine à dissimuler son impuissance. La guerre s'impose comme une donnée économique: les budgets militaires explosent au détriment des investissements vitaux dans la planification et la reconversion écologique. Mais aussi comme donnée politique et sociale, via l'identification de l'islam en tant qu'ennemi intérieur et extérieur, l'instrumentalisation du racisme et de l'antisémitisme et la montée de l'autoritarisme d'État, où «*la notion de terrorisme devient la pièce maîtresse de la nouvelle rhétorique guerrière*», comme le disait Daniel Bensaïd en 2003. La guerre frappe durement les populations soudanaises et congolaises où les morts et la destruction atteignent des proportions industrielles et les déplacés se comptent par millions. La brutalité génocidaire du conflit entre l'État hébreu et les Palestiniens sur une population très jeune, assiégée, sous blocus et menacée par la famine et l'urgence humanitaire, constitue le principal scénario de guerre. Depuis l'attaque du Hamas du 7 octobre, nous assistons à une succession de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Le conflit israélo-palestinien remet sur le devant de la scène la nécessité de combattre l'impérialisme et le colonialisme. Meurtrie, morcelée et saccagée par l'État colonial d'Israël, la Palestine gagne sur le terrain politique en devenant le symbole international de la résistance anticoloniale. À la veille de la nouvelle année, son drapeau flottait dans les villes du monde entier réclamant le cessez-le-feu immédiat et la défense du droit des peuples autochtones à l'autodétermination. L'élan internationaliste de ces mobilisations, défiant les classes dominantes de leurs pays et leur honteuse complicité dans la campagne d'extermination, nous donne confiance dans la possibilité de bâtir un monde nouveau, débarrassé de l'impérialisme et de sa principale matrice, le capitalisme.

Bien dit

En excluant des étrangers des allocations familiales qu'ils financent par leurs cotisations/contributions, la loi rompt avec les principes de la Sécurité sociale.

MICHAËL ZEMMOUR, économiste, dans un tweet du 3 janvier 2024 annonçant la tribune dans le Monde signée avec Elvire Guillaud: «*Le critère de nationalité n'est pas, depuis les origines, dans le répertoire de la Sécurité sociale*»

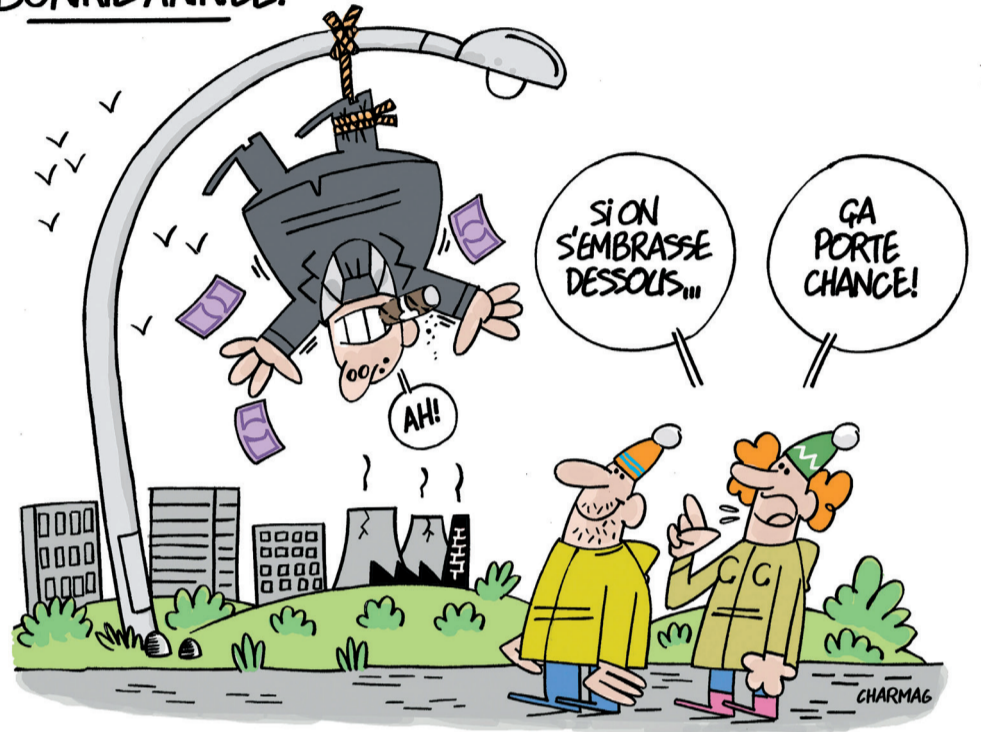
À la Une

PRIVATISATIONS, GUERRES IMPÉRIALISTES

En 2024, réarmer notre camp social!

Les capitalistes, quelle que soit leur nationalité, sont prêts à tout pour maintenir leurs profits. Ils n'ont que faire de la planète qui brûle, ils sont prêts à généraliser la guerre, ils s'en prennent partout aux conditions de vie et de travail de la majorité de la population.

BONNE ANNÉE!



La gauche sociale et politique est face à ses responsabilités. Dans les entreprises, sur les lieux d'études, dans nos quartiers et nos communes, il est temps de nous regrouper pour construire une grande mobilisation antiraciste et antifasciste. La loi Darmanin ne doit pas être appliquée. Il faut ouvrir les ports de la Méditerranée pour que plus personne ne périsse en mer, démanteler les centres de rétention administrative (CRA), et obtenir un logement digne pour tous les jeunes mineurEs isolés. Face à la crise climatique, face aux guerres et à la misère, les jeunes, les travailleurEs n'ont pas besoin de plus mais de moins de frontières. Il faut opposer la solidarité au nationalisme, l'internationalisme à la guerre.

En 2024, regrouper une gauche de combat

Dans la prochaine période, les luttes seront déterminantes. Pour leur donner confiance, pour mettre en échec nos adversaires, nous avons également besoin de renforcer un projet politique alternatif au capitalisme, ce système en faillite qui ne peut répondre aux besoins sociaux et menace l'avenir de l'humanité. La gauche qui n'a pas renoncé à changer la société, celle que l'on retrouve dans les luttes et qui se bat pied à pied contre Macron et son monde, doit s'unir pour incarner une telle alternative. C'est le sens de la proposition du NPA aux organisations anticapitalistes et antilibérales, au premier rang desquelles La France insoumise,

d'aller ensemble aux prochaines élections européennes. Au-delà des élections, nous ne ferons pas l'économie de la construction d'un outil collectif et démocratique, un parti révolutionnaire en capacité d'agir sur tous les terrains dans, et surtout hors, des institutions pour rompre avec le capitalisme. Ce chantier est devant nous!

À lire sur le site

Appel de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine, par Mykhailo Volynets



Acturama

Face à la menace d'expulsion de la préfecture, un groupe de militantEs issuEs des syndicats et des organisations de la jeunesse s'est rassemblé le 2 janvier, à 6 heures sur le piquet d'Emmaüs à Saint-André-lez-Lille où les compagnonNEs ont entamé leur 186^e jour de grève. DéterminéEs à aller jusqu'au bout, iels discutent de la meilleure manière de faire vivre ces lieux, de donner une dimension politique forte à leur combat et de faire face à la répression.

Photos © NPA

SANS-PAPIERS Toutes et tous dans la rue pour le retrait de la loi de la Darmanin

Adoptée le 19 décembre par l'Assemblée nationale avec les voix du RN, la loi Darmanin doit être examinée par le Conseil constitutionnel — qui a montré lors de la réforme des retraites ce qu'on pouvait en attendre: rien! D'ailleurs, Darmanin et ses préfets se réunissent dès le 4 janvier pour « commencer à appliquer le texte ». Il y a urgence à construire une riposte pour être nombreux dans la rue le 14 janvier.

Déchéance de nationalité, préférence nationale, remise en cause du droit du sol... La loi Asile et immigration signe un tournant radical sans précédent. Une ligne rouge vers la fascisation a été franchie.

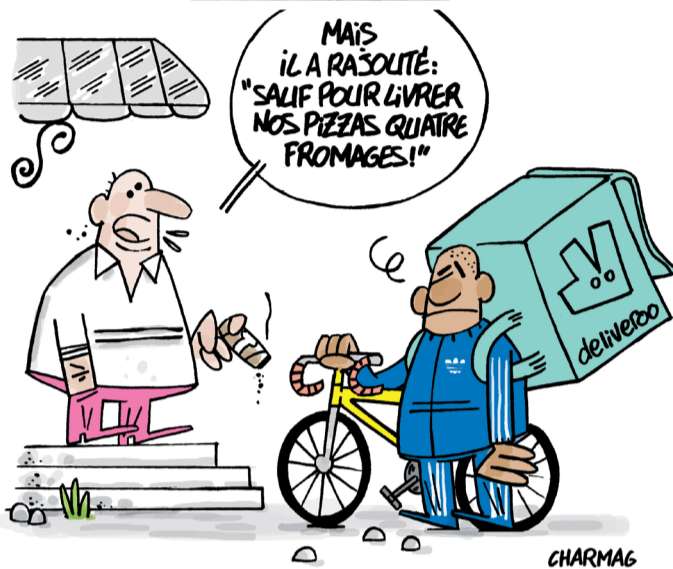
Une loi raciste et xénophobe

La loi remet en cause le droit du sol. Les enfants nés en France de parents étrangers devront faire la demande de nationalité française à 18 ans, alors qu'elle était jusque-là, automatiquement attribuée à leur majorité. Quand le droit du sol n'est plus appliqué, c'est le droit du sang qui s'applique!

La loi prévoit que les immigrés justifient de cinq ans de présence sur le territoire pour bénéficier des aides non contributives. Conditionner des allocations comme l'aide au logement, alors que les exilés ne sont pas régularisés et ne peuvent pas travailler légalement, c'est assumer de vouloir les chasser. Les refuser dans les hébergements d'urgence, comme le prévoit la loi, c'est assumer de vouloir les mettre en danger de mort.

La loi immigration n'épargne pas les étudiantEs qui sont aujourd'hui les plus nombreuxEs immigrésEs

"ON NE PEUT PAS ACCUEILLIR TOUTE LA MISÈRE DU MONDE" ROGARD



de France. La loi prévoit d'imposer une caution de retour dont le montant sera fixé par décret. Cynisme contre les nombreuxEs étudiantEs étrangerEs en France! La loi prétend créer les quotas migratoires. Le gouvernement offre une victoire idéologique à l'extrême droite par cet article qui permet au Parlement de plafonner l'immigration en fonction de la nationalité. Il donne tout

simplement le droit de trier les immigrésEs selon les besoins économiques du patronat. Le pouvoir arbitraire préfectoral, une fois encore sort renforcé par cette loi.

Tapis rouge pour le RN

Pour faire voter sa loi xénophobe, le gouvernement devait rassembler largement. Darmanin l'a fait avec les revendications de LR reprenant celles du RN, comme il

l'a fait contre les femmes portant l'abaya, contre les jeunes révoltés des quartiers populaires, contre les migrantEs des camps de Calais, contre les habitantEs de Mayotte lors de l'opération Wuambushu. Il construit ainsi la victoire du RN! Mais la riposte se construit: des départements de gauche annoncent qu'ils refuseront d'appliquer la loi si elle est promulguée. Les associations appellent à la désobéissance. La journée nationale du 14 janvier doit être un temps fort de mobilisation avec un objectif clairement identifié: le retrait de cette loi! Le retrait! Il faudra sans doute d'autres mobilisations, massives, descendre encore dans la rue pour exiger une tout autre politique migratoire: un accueil inconditionnel avec la régularisation de droit pour tous et toutes les migrantEs, la liberté d'aller et venir, de circuler et de s'installer. Pour que l'accès égal à l'ensemble des droits (santé, logement, travail, école) ne soit plus un vain mot!

Lutter contre la loi Darmanin, c'est lutter avec et pour les droits des migrantEs, mais c'est aussi se battre contre l'idéologie du RN. Nous serons là tant qu'il le faudra!
Commission nationale immigration et antiracisme

PROCHE-ORIENT L'impunité israélienne fait monter les tensions régionales

Depuis le début de la guerre d'Israël contre la bande de Gaza à la suite de l'action armée du Hamas le 7 octobre, les tensions régionales n'ont cessé de s'intensifier sans se transformer (encore) en guerre ouverte et directe. Face à la violence de l'armée d'occupation israélienne soutenue par ses alliés impérialistes occidentaux, les risques d'embrasements régionaux beaucoup plus meurtriers ne cessent de croître.

L'État israélien a notamment intensifié ses bombardements et attaques contre le Liban et en Syrie ces dernières semaines. Le 25 décembre 2023, au sud de Damas, des missiles israéliens ont assassiné le général de brigade Razi Moussavi, un important commandant de la Force Qods, branche des opérations étrangères et unité d'élite des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique d'Iran. Les dirigeants iraniens ont promis une réponse à cet assassinat.

Des risques d'embrasement du côté du Liban

Néanmoins, les risques les plus importants sont au Liban et en particulier après l'assassinat par l'armée d'occupation israélienne, dans une attaque dans la banlieue sud de Beyrouth le 2 janvier 2024, de Saleh al-Aroui, le numéro 2 du bureau politique du Hamas et l'un des commandants de sa branche militaire, les Brigades al-Qassam. Deux autres responsables du Hamas, Samir Fandi et Azzam al-Akraa, ainsi que quatre autres affiliés au mouvement mais aussi à la Jamaa Islamiya libanaise, ont également été tués dans cette attaque.

Le dirigeant du Hamas Arouri était installé au Liban depuis 2018. Emprisonné à deux reprises, il a passé une douzaine d'années dans les geôles israéliennes avant d'être libéré en avril

2010. Il était l'un des interlocuteurs privilégiés du secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah. Jusqu'à maintenant, le Hezbollah, de même que son soutien iranien, ne souhaitait pas un engagement militaire trop important et coûteux contre Israël. L'organisation libanaise s'est limitée à être un « front de pression » contre Tel-Aviv, comme exprimé à plusieurs reprises par Hassan Nasrallah. Les attaques israéliennes ont néanmoins déjà causé la mort de 137 membres du Hezbollah depuis le 8 octobre 2023, en plus d'au moins 109 personnes tuées par les bombardements israéliens quasi quotidiens et le déplacement de plus de 64 000 personnes du sud-Liban. Les frappes aériennes et de drones de l'armée israélienne sur les villages du Liban-Sud ont endommagé de vastes étendues de terres agricoles, ainsi que des habitations. L'assassinat du dirigeant palestinien Arouri dans la banlieue sud de Beyrouth risque d'accroître encore davantage de manière dangereuse les tensions entre le Liban et Israël, avec une réaction très probable du Hezbollah dans les prochains jours.

En mer Rouge, les houthis contre les forces armées des États-Unis

De même, du côté du Yémen, les tensions augmentent entre le mouvement politique et armé yéménite des houthis et les forces armées des États-Unis. Depuis le 7 octobre,

les houthis ont en effet multiplié les attaques en mer Rouge contre des navires qu'ils estiment « liés à Israël », en solidarité avec les PalestinienNEs. Face à cette situation, au début du mois de décembre, une force navale multinationale a été mise en place par les États-Unis afin de protéger les navires de la mer Rouge, par laquelle transite 12% du commerce mondial. Le 31 décembre 2023, dix militants houthis ont été tués en mer Rouge après que l'armée américaine a affirmé avoir coulé trois de leurs navires en réponse à des attaques contre un porte-conteneurs d'un transporteur danois. Il s'agit de la première frappe meurtrière contre les houthis depuis que les États-Unis ont annoncé la mise en place de la force navale multinationale. En plus de ces mesures, Washington a imposé des sanctions visant les circuits de financement des houthis, ciblant plusieurs personnes et entités au Yémen et en Turquie qu'ils jugent impliqués dans ces financements. Tandis que la guerre génocidaire contre la bande de Gaza ne cesse pas, tandis que les dirigeants du gouvernement israélien ont annoncé que la guerre contre la bande de Gaza allait se poursuivre « tout au long » de l'année 2024, l'impunité israélienne est une menace permanente pour les classes populaires régionales et ne cesse d'accroître les dangers d'une guerre régionale.

Joseph Daher



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

L'Anticapitaliste.org

No comment

En 2024, avec Emmanuel Macron, nous continuerons à agir avec détermination pour réarmer nos services publics.

STANISLAS GUERINI, ministre de la Transformation et de la Fonction publiques de France, dans un tweet du 31 décembre 2023... qui aurait mieux trouvé sa place un 1^{er} avril.

Agenda

Samedi 6 janvier, marche pour les 6 Kurdes assassinés en 2013 et 2022, Paris. À 10h, à gare du Nord.

Vendredi 5 janvier, manifestation contre la loi Darmanin, Paris. À l'appel de la CSP 75 et de la Marche des Solidarités. À 16h, place de la République, direction Belleville.

Samedi 13 janvier, journée de manifestations de solidarité avec la Palestine.

Dimanche 14 janvier, journée nationale de manifestations contre la loi Darmanin.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



AFRIQUE CENTRALE Tchad, succession dynastique

Les résultats positifs du référendum constitutionnel organisé par Mahamat Déby, fils du dictateur défunt Idriss Déby, lui permet de légaliser son coup d'État soutenu par la France.

Les résultats du référendum pour la nouvelle constitution des 16 et 17 décembre, organisé par la junte militaire, sont sans surprise. Le « oui » l'emporte avec 86% des voix, le « non » obtient 14%. Le taux de participation dépasse les 63%.



L'ancien opposant Succès Masra, désormais Premier ministre. © VOICE OF AMERICAN AFRICA

Résultats peu crédibles

Ces chiffres sont contestés par l'opposition qui met en exergue, ce que tout le monde a remarqué dans la capitale à N'Djaména, des bureaux de vote déserts. Les autorités répondent que si la capitale ne s'est guère mobilisée, à l'inverse le reste du pays a massivement participé à la consultation. Argument invérifiable au vu du faible nombre d'observateurs électoraux, près de 2000 pour les 22726 bureaux de vote. La junte n'a pas ménagé ses efforts pour empêcher l'opposition, partisane du boycott de faire campagne. De plus, la stratégie d'intégrer une partie de l'opposition au pouvoir a fonctionné. Le Premier ministre Saleh Kebzabo est un ancien opposant et vient juste d'être remplacé par le principal challenger de Mahamat Déby, Succès Masra. Ce dernier a pu revenir de son exil et a changé de position sur le référendum en prônant le « oui ».

Légaliser le coup de force

Ce changement de Constitution aura peu d'effet. Il réaffirme le côté unitaire de l'État contre ceux qui défendent un système fédéraliste dont la vertu serait de répondre à la division entre le sud et le nord du pays. Depuis l'indépendance en 1960, la Constitution a été remaniée plus d'une dizaine de fois sans que cela modifie grand-chose pour les populations. L'article 67 qui précise l'âge minimum requis pour se présenter a été opportunément modifié. De 40 ans révolus, il passe à 35 ans. Évitant ainsi des futurs litiges pour Mahamat Déby qui aura 40 ans en 2024, date prévue des prochaines élections présidentielles.

Ce changement de la loi fondamentale n'est qu'une étape supplémentaire pour assurer la transition en maintenant au pouvoir le fils Déby.

La dictature en héritage

D'autant que la junte a décrété une amnistie générale pour les événements du Jeudi noir d'octobre 2022 pendant lesquels les forces de sécurité de la junte avaient réprimé dans le sang une manifestation contre le coup de force du fils Déby, soutenu par Macron au motif de la stabilité du pays. Des dizaines de manifestantEs ont trouvé la mort. Par centaines, des TchadienEs considérés comme opposantEs ont été envoyés à la prison de haute sécurité de Koro Toro située en plein désert. Ceux qui ont pu survivre ont témoigné des conditions effroyables de détention.

La succession dynastique des Déby sous l'œil bienveillant de l'Élysée est prête à s'achever avec l'élection présidentielle que ne manquera pas de gagner Mahamat Déby. Un scénario écrit d'avance et parfaitement rôdé qui rend encore plus déplacées les balivernes de Macron tenues le 27 avril 2021 : « je ne suis pas pour un plan de succession. Et la France ne sera jamais aux côtés de celles et ceux qui forment ce projet ».

Paul Martial

ÉTATS-UNIS Trump sera-t-il disqualifié pour se présenter aux élections ?

Fin de l'année 2023, et l'ancien président Donald Trump domine les médias comme il l'a fait au cours des huit dernières années. Deux États, le Colorado et le Maine, ont décidé que Trump ne pouvait pas figurer sur leur bulletin de vote parce qu'il s'est engagé dans une insurrection le 6 janvier 2020, ce qui le rend inéligible en vertu du 14^e amendement à la Constitution des États-Unis.

Dans le même temps, deux autres États, le Michigan et le Minnesota, ont rejeté des positions fondées sur le même argument juridique fondamental et autorisent son nom à figurer sur les bulletins de vote de leur État. Et une quinzaine d'autres États sont également confrontés à des contestations similaires. Il semble donc inévitable que la question de l'éligibilité de Trump soit soumise à la Cour suprême des États-Unis.

Bataille juridique autour du 14^e amendement

Le 14^e amendement a été adopté en 1868, après la fin de la guerre civile américaine. L'article 3 visait à empêcher les anciennes personnalités politiques et militaires qui s'étaient engagées dans une insurrection ou une rébellion contre les États-Unis de se présenter aux élections si elles avaient auparavant prêté serment de respecter la Constitution fédérale. L'amendement a rarement été utilisé depuis, et jamais contre un candidat à la présidence.

Les avocats de Donald Trump soutiennent qu'il ne s'est pas engagé dans une insurrection, qu'il n'y a pas eu d'insurrection le 6 janvier 2021 et qu'il a exercé sa liberté d'expression lorsqu'il a appelé ses partisans à se rendre au capitol et à « se battre comme des diables ».

Les contestations de l'inscription de Trump sur les bulletins de vote des États proviennent de Républicains dissidents, de



GAGE SKIDMORE/WIKIMEDIA COMMONS

Démocrates et d'indépendants. Tous les rivaux républicains de Trump ont déclaré qu'ils s'opposaient à ce que son nom soit retiré des bulletins de vote, estimant que c'est aux électeurs de décider.

Risque de violences de la part des partisans de Trump

Le président Biden et d'autres démocrates de premier plan n'ont pas été directement impliqués dans ces contestations juridiques de l'éligibilité de Trump. Biden a déclaré qu'il fallait laisser les tribunaux décider. David Axelrod, ancien proche conseiller du président Barack Obama, a déclaré qu'il pensait qu'une décision d'exclure Trump du scrutin déchirerait le pays et que les Démocrates devaient s'efforcer de le battre lors de l'élection. La Cour suprême n'a pas encore fait part de son intention de traiter la question, mais elle devrait le faire avant le

5 mars, date du Super Tuesday (super mardi), où 16 États organiseront leurs élections primaires et choisiront environ un tiers de tous les délégués aux conventions des partis. La décision de la Cour sur l'éligibilité de Trump déterminera probablement la question pour tous les États et pour les élections primaires et générales. Nombreux sont ceux qui pensent que la Cour conservatrice ne voudra pas le déclarer inéligible, car cela entraînerait une opposition généralisée, voire des violences, de la part de ses millions de partisans.

Rien n'est écrit

Tandis que ces coûteuses batailles juridiques se déroulent dans les États et se dirigent vers la Cour suprême, la gauche s'est impliquée dans le renouveau syndical et les grèves, dans le mouvement pour un cessez-le-feu à Gaza et

dans le soutien aux résolutions des États visant à défendre le droit à l'avortement. La gauche est actuellement divisée entre trois positions. Tout d'abord, il y a celles et ceux qui soutiendront la campagne présidentielle de Joe Biden afin de battre Trump, mais leur nombre diminue en raison du soutien continu de Biden à Israël, qui réduit Gaza à des ruines et à un vaste cimetière, et aussi en raison de son virage à droite sur l'immigration, par lequel il cherche à refouler les candidatEs à l'asile. Ensuite, il y a celles et ceux qui soutiendront soit la candidate du parti vert Jill Stein, soit l'indépendant Cornel West. Enfin, celles et ceux qui détestent Trump, qui sont déçus et en colère contre Biden et qui ne voient aucun espoir dans les petits partis tiers, ne participeront tout simplement pas à cette élection.

Il semble que l'on se dirige vers une réédition de 2020 : Trump contre Biden. Pourtant, beaucoup de choses pourraient changer en cette nouvelle année 2024 sous l'impact des affaires judiciaires et des mouvements sociaux.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

À lire sur le site

En Grèce, une mesure de régularisation pour les immigrés adoptée!, par A. Sartzekis

MEXIQUE Chiapas: (les) trente ans d(e l')insurrection!

Le 1^{er} janvier 1994, les puissants de ce monde se réveillèrent sceptiques, incrédules, et peut-être, pour les plus lucides d'entre eux, vaguement inquiets... C'est que la permanence de la révolution venait de leur sauter aux yeux!

À zéro heure entrait en vigueur l'ALENA, l'accord de libre-échange nord-américain qui devait aligner le Mexique sur ses puissants voisins du Nord. Le dicton ne dit-il pas « pauvre Mexique, si loin de Dieu et si près des États-Unis d'Amérique! » ? Ainsi étaient condamnés à encore plus de misère les petits paysanEs centro-américainEs, parmi lesquels une grande proportion des communautés indiennes du Chiapas, assignées à l'exil et/ou à l'emploi dans les maquiladoras de la frontière!

À zéro heure trente, alors que tout semblait se passer pour le mieux pour le capital, voilà qu'une armée de gueux investissaient les plus grandes villes des Chiapas, dont la très symbolique San Cristobal de las Casas! Il fallut bien alors, pour le gouvernement mexicain, se rappeler ce territoire et ses habitantEs, tenter de résoudre la question... et négocier avec l'EZLN (Ejército zapatista de liberación nacional)!

Autonomie, démocratie, bon gouvernement!

Bien entendu, le gouvernement s'abandonna à la tentation militariste, qui provoqua la mort de plus de 500 personnes. Sauf que... investir militairement la forêt chiapanèque, pour en déloger un ennemi invisible, indissociable



DR

d'une population indigène très largement acquise à la cause, immédiatement soutenu par tout ce que le Mexique comptait alors de forces progressistes, entouré de la solidarité internationale qui ne demandait qu'à s'enflammer pour ces révolutionnaires armés enragés, s'avéra un défi hors de portée d'un gouvernement déjà bien fragile. Il fallut donc négocier : ce furent les accords de San Andrés (1996). Même s'ils ne furent jamais appliqués, il s'agissait d'une victoire éclatante pour ce qui devint le FZLN, qui sut combiner de façon audacieuse des apparitions armées, un ancrage dans la société réelle des indigènes et non indigènes des zones les plus pauvres et des démonstrations de force politiques au cœur même de la capitale.

Puis, face aux atteroiements du gouvernement, à la pression militaire, aux exactions des paramilitaires, le FZLN décida de mettre en œuvre directement ce qu'il ne pouvait faire inscrire dans la loi. Il mit en place dans les zones qu'il contrôlait des structures politiques démocratiques et égalitaires, dont le Monde diplomatique disait en 2017 qu'« à cette échelle et sur cette durée, l'aventure zapatiste est la plus importante expérience d'autogouvernement collectif de l'histoire moderne ».

Une autre mondialisation, celle de la lutte!

Si le mantra des Zapatistas — « *Mandar obedeciendo!* » (commander en obéissant) — reste d'actualité, si la volonté de changer le monde sans prendre le pouvoir persiste, l'application à s'entourer du soutien des progressistes du monde entier ne s'est jamais démentie, depuis la première Rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme qui réunit, en 1996, 5 000 personnes de 42 pays, jusqu'à la récente tournée européenne d'une délégation zapatiste — notamment présente à Notre-Dame-des-Landes — venue à la rencontre des résistances et des rébellions du continent, afin de tisser le réseau planétaire de luttes auquel les Zapatistas appellent de longue date « afin de défendre la vie ».

Louison Le Guen



L'ÉCONOMIE SOUS PERFUSION... MAIS DES PROFITS RECORDS!

L'économie française n'échappe pas à la faiblesse généralisée de la croissance des grands pays de l'OCDE (organisation de coopération et de développement économique), les inégalités prospèrent. Pourtant Macron entend bien persévérer dans sa politique.
Dossier réalisé par Henri Wilno

Une économie flageolante

À la mi-décembre, l'Insee a publié une nouvelle analyse de la situation économique qui dément les prévisions gouvernementales. Depuis six mois, l'économie française fait du surplace (le PIB a même légèrement baissé au troisième trimestre) et devrait rester poussive en 2024.

Du coup, les créations d'emplois s'affaiblissent et le chômage repart à la hausse ; il atteindrait selon les chiffres de l'Insee 7,6% en début d'année 2024. L'objectif du plein-emploi à la fin du mandat de Macron (c'est-à-dire pour le gouvernement non pas un chômage zéro mais tombé à 5%) est inatteignable. Pour s'en rapprocher, le gouvernement a une recette essentielle : renforcer contrôles et sanctions sur les chômeurs et limiter l'indemnisation des chômeurs « âgés » pour les forcer à accepter n'importe quel poste. Le ministre du Travail Dussopt, qui s'est illustré par ses mensonges répétés lors de la réforme des retraites, annonce « un acte II de la réforme du marché de l'emploi ». Soit un nouveau train de mesures antisociales. Il se dit notamment favorable à la réduction du délai de

recours en justice après un licenciement et annonce que le nombre de contrôles des chômeurs va « au moins doubler ». Leur plein-emploi, c'est la précarisation de l'emploi avec une part grandissante de postes qui ne permettent pas de se loger et de vivre convenablement.

Des prix en hausse de 7,5% sur un an

L'Insee confirme que les revenus du patrimoine (dividendes, intérêts tirés des placements) ont augmenté fortement. Les marges des entreprises se portent bien et, en moyenne, se situent un peu au-dessus de leur niveau d'avant la crise sanitaire. Les grandes entreprises ont pu utiliser leur capacité à imposer leurs prix, ce qui a alimenté l'inflation et leur a permis des profits records malgré un ralentissement de la croissance de leur activité.

Les grandes entreprises ont pu utiliser leur capacité à imposer leurs prix, ce qui a alimenté l'inflation et leur a permis des profits records

Les prix certes commencent à ralentir en moyenne. « La dynamique des salaires est en train de rejoindre la hausse des prix », a expliqué le chef du département conjoncture de l'Insee. Pourtant cette baisse de l'inflation signifie seulement que les prix augmentent moins vite, pas que les hausses antérieures se sont évaporées. En considérant l'ensemble des points de vente, les prix des produits de grande consommation (alimentation, produits d'entretien) sont en hausse de 7,5% sur un an. Cette hausse pèse

avant tout sur les ménages à bas revenus. Les pertes de pouvoir d'achat depuis deux ans ne sont pas effacées et, de plus, quand l'Insee parle de salaire, cela inclut la « prime Macron » (rebaptisée prime de partage de la valeur-PPV) qui, comme tous les salariés le savent, n'est pas du vrai salaire, voire est utilisée par les entreprises comme substitut à des augmentations de salaire.

Par ailleurs, la construction plonge, accentuant la pénurie de logements, en premier lieu sociaux. Le déficit du commerce extérieur atteint des niveaux abyssaux et la production industrielle a du mal à retrouver son niveau de 2017.

Une politique économique qui plaît au patronat

Mais peu importe à Macron. Depuis son accession au



pouvoir, il mène avec persévérance une politique que les économistes appellent « économie de l'offre », dont le fil directeur est le soutien aux entreprises par la flexibilisation du marché du travail, la baisse des impôts sur le capital et les entreprises et les restrictions des dépenses publiques (en premier lieu sociales). Avant lui, Hollande s'était engagé sur cette voie avec

notamment la création en 2013 du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) puis avec la loi El Khomri (la première « loi travail »). Macron et son équipe n'entendent pas renoncer à cette politique qui convient tant au capital. Face au mécontentement, ils font diversion avec des actions de division (comme la loi Darmanin) en attendant les paillettes des jeux Olympiques.

Surconsommation ou déconsommation ?

L'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), qui dépend du ministère de l'Environnement, a cru intelligent de lancer à la fin de 2023 une campagne de spots contre la surconsommation qui met en scène sur un ton humoristique un « dévendeur » pour inciter à moins d'achats « inutiles ».

Une campagne que n'ont pas trouvée à leur goût les patrons du textile à la veille de l'opération commerciale du « Black Friday ». De la sobriété, soit... mais pas trop quand même ! Quand les contradictions du système se voient, elles opposent deux ministres : celui de l'Économie (Le Maire) et celui de la Transition écologique (Béchu).

Les consommations génératrices de profit encouragées

Il est exact que le capitalisme pousse à la consommation. C'est à cela que servent les milliards d'euros investis dans la pub et destinés à nous vanter le dernier modèle de smartphone et autres objets que l'on n'aurait pas besoin de renouveler aussi souvent. Une société socialiste devrait se

pencher sur la question dans le cadre d'une planification sociale et écologique. En réalité, le capital encourage certaines consommations (celles qui génèrent des profits) et en décourage d'autres, notamment les consommations collectives et les services publics. On attend la campagne de l'Ademe réclamant plus de bureaux de poste de proximité et de lits d'hôpitaux ainsi que de logements sociaux.... Mais cela serait contradictoire avec la politique de ce gouvernement (et de ses prédécesseurs de droite comme de « gauche »).

La consommation en août 2023 inférieure de -5% à celle d'août 2021

Sous couvert de « développement durable », la campagne de l'Ademe et du ministre Béchu est de plus une nou-

La campagne de l'Ademe et du ministre Béchu est une nouvelle marque de mépris à l'égard des familles de ceux qui dépendent de leur travail ou de prestations sociales

velle marque de mépris à l'égard des familles de ceux qui dépendent de leur travail ou de prestations sociales et ne vivent pas des dividendes issus de l'exploitation des travailleurs. Ce sont les bas et moyens revenus qui subissent le plus les conséquences de l'inflation à travers les prix de l'alimentation et de l'énergie. Résultat : beaucoup de ménages sont à la recherche des prix les plus bas et réduisent leur consommation. C'est ce qui explique qu'en août 2023, la consommation des ménages en biens était tombée à 45,6 milliards d'euros. C'est près de 2% de

moins qu'une année auparavant et de 5% inférieur au niveau de la consommation en août 2021 ! Tous les postes budgétaires ou presque sont concernés : énergie (-3,5% par rapport à août 2021), biens manufacturés (-5,1%), textile (-6,6%). L'évolution la plus marquée porte sur les dépenses de consommation de biens alimentaires. Ces dernières chutent de plus de 10% par rapport à août 2021. Il suffit de consulter les statistiques de l'Insee pour trouver ces chiffres (en reprise dans les médias très limitée depuis août). C'est sur cette base que le

PDG de Carrefour a pu parler de « tsunami de déconsommation » à la fin de l'été (en reprise très limitée aussi), en même temps que se dessinait déjà la répartition des gagnants (Leclerc) et des perdants (Casino) du marché de la grande distribution.

Toujours plus de pauvreté

Quant à la pauvreté, elle ne réduit pas, au contraire. Les banques alimentaires, les Restos du cœur n'ont jamais eu autant de « clients ». Au Restos du cœur de Périgueux, explique une bénévoles au journal Sud-Ouest, « on arrive tous les mardis à 8 heures, mais on sait que plusieurs bénéficiaires nous attendent dès 3 ou 4 heures du matin pour être sûrs d'avoir un ticket de passage, parmi les premiers ». Dans son rapport de novembre dernier, le Secours

catholique pointe lui aussi une aggravation de la pauvreté, les premières victimes étant les femmes, et surtout les femmes avec enfants. Nul doute que Macron n'en a cure. Ne s'est-il pas félicité dans ses vœux de « Libérer », « protéger », « unir » : « tel est le cap et nous le tenons » !

Le chiffre

-10%

C'est la baisse des dépenses de la consommation alimentaire entre août 2021 et août 2023.

FÉMINISME Depardieu et l'art... de bien mal placer sa fierté!

Depuis la diffusion, le 7 décembre dernier, de l'émission Complément d'enquête sur France 2 consacrée à Gérard Depardieu où on peut l'y voir tenir des propos racistes, sexistes et pédocriminels, le monde du cinéma et de la culture en général est secoué.

Les propos et les comportements de Gérard Depardieu ne sont pas une surprise. Pas une surprise pour la justice d'abord puisque depuis 2018 Depardieu est visé par trois plaintes pour viols et ou agressions sexuelles et qu'il est mis en examen depuis 2020. Pas une surprise non plus pour les médias puisqu'en avril 2023 sur Mediapart, 13 femmes témoignaient de violences sexistes et sexuelles perpétrées par Depardieu. Pas une surprise enfin pour le monde du cinéma où même les soutiens de Depardieu invoquent l'excuse de « C'est Gérard, ça va », confirmant qu'il s'agit là de son attitude habituelle.

Voix réactionnaires en soutien à Gérard Depardieu

À croire que les violences commises par Depardieu étaient dans un hors-champ permanent, alors que les images sont implacables et nous indignent : Depardieu tient, alors qu'il se sait filmé, des propos sexistes et sexualisant envers quasiment toutes les femmes qu'il croise, y compris une petite fille de 10 ans. En particulier, il s'adressera à plusieurs reprises à son interprète. On assiste, impuissantEs, à son harcèlement sexuel à l'écran. Ce qu'il fait, face à une caméra, vient révéler et confirmer tout ce qui peut se passer en dehors. Mais face à cette indignation collective, il fallait bien des voix réactionnaires prêtes à tout pour défendre un sacré monstre, quand bien même et surtout si celui-ci est accusé de viols, d'agressions sexuelles et tient des propos sexistes, racistes et pédocriminels. À ce sport, le grand gagnant est bien sûr Macron qui déclarait ainsi le 20 décembre : « Moi je suis un grand admirateur de Gérard Depardieu, c'est un immense acteur [...] Il rend fière la France ». Puis, le 25 décembre c'est une tribune de soutien à Gérard Depardieu qui paraît dans le Figaro. Signée par 55 artistes (qui depuis s'en désolidarisent), elle avait été initiée par un proche d'Éric Zemmour, éditorialiste au magazine conservateur Causeur. Y était expliqué notamment que « Lorsqu'on s'en prend ainsi à Gérard Depardieu, c'est l'art que l'on attaque ». D'un coup, on ne sépare plus l'homme de l'art.

Croire les victimes, enfin!

Dans le monde du cinéma, dans le monde de la culture, il y aura un avant et un après. Car face à cette tribune et aux lignes de défense crasses de Depardieu et ses proches (« c'était un montage », « elles veulent leur quart d'heure de gloire », « c'était un scénario », « ce sont des menteuses », « ce n'est pas grave »...) il y a enfin une réponse. 8000 artistes signent la tribune sur Cerveaux non disponibles, 150 artistes signent celle dans Libération, ielles choisissent de croire les victimes et n'en peuvent plus, comme nous, de devoir « séparer l'homme de l'artiste ». C'est une véritable vague face à ce « monument » qui devient bien petit d'un coup, bien faible, bien rien du tout. Pourtant, il nous faudra toujours continuer le combat, les tribunes sont une avancée mais ne se suffisent pas toutes seules, il nous faudra lutter dans la rue. Il nous faudra crier plus fort encore, imposer un rapport de forces pour que les agissements de Depardieu et de tous les autres disparaissent, qu'ils ne soient plus jamais justifiés... car ils sont injustifiables, tout simplement!
CNIF

FAUT-IL RETIRER LA LÉSION D'HONNEUR A DEPARDIEU?



SANTÉ D'année en année, l'hôpital s'enfonce dans la crise

En 2022, 6713 lits ont été fermés à l'hôpital. En neuf ans, la baisse cumulée atteint 39000 lits d'hospitalisation complète (-9,4%), selon une étude de la DREES (Direction de la recherche, des études et de l'évaluation statistiques) parue le 20 décembre¹.

À l'CHU de Besançon, par exemple, ce sont en 2022 58 lits d'hospitalisation qui ont été perdus, passant de 1084 à 1026. Sur les 1026 lits effectifs, 143 sont fermés par manque de personnel. La capacité d'accueil du CHU de Besançon est donc de 883 lits. Depuis 2017, 25% des lits ont été supprimés.

La baisse du nombre de lits assumée par l'État

Ces chiffres nationaux sont assumés par l'État : il y a depuis plusieurs années le « virage ambulatoire », il y a un manque de personnel et il y a davantage de chambres à un lit. Le manque de personnel est dû au numerus clausus médical des années 1980 à 2010, au manque de formation d'aides-soignantEs et d'infirmierEs. Quant aux chambres à un lit, l'argument paraît quelque peu falacieux : avec les moyens nécessaires, des chambres ça se crée.

Des conséquences dramatiques pour les malades

La conséquence de ce manque de lits est mesurable en temps réel,



aux urgences, par exemple. « Je ne connais pas de service d'urgences qui échappe, aujourd'hui, au problème de manque de lits d'hospitalisation » constate Marc Noizet, président de SAMU-Urgences de France et urgentiste à Mulhouse, dans le Monde (31/12/2023).

Tous les hôpitaux du pays sont touchés par la pénurie : dans le Var, un nombre croissant de services d'urgences sont contraint de fermer la nuit. Un sur deux. Dans le Finistère, trois services d'urgences sont en grève depuis début décembre.

À Fontenay-le-Comte (Vendée), un plan « hôpital en tension » a été déclenché. Les urgences de Luçon ont fermé toutes les nuits la dernière semaine de décembre. Celles des Sables-d'Olonne, trois nuits d'affilée... Concrètement cela signifie des tris entre les patientEs qui arrivent aux urgences. Des préfabriqués médicalisés ou non pour des « consultations minute », destinés au premier accueil, font leur apparition comme à Strasbourg ou à Argenteuil (95). Cela signifie aussi des pertes de chances pour les malades,

comme ce fut le cas d'un jeune homme de 25 ans, décédé aux urgences de l'hôpital d'Hyères (Var) dans la nuit du 30 septembre au 1^{er} octobre 2023². Ou encore celle de cet homme de 96 ans décédé sur un brancard au milieu de l'hôpital de Lons-le-Saunier (Jura)³. Ce ne sont que deux exemples récents parmi de nombreux cas depuis des années.

La santé privatisée, la société malade du profit

La cause de ce désastre est parfaitement identifiée. Il s'agit de la politique qui fait de la Santé une marchandise comme les autres, soumise aux contraintes de budgets insuffisants. Ce qui conduit même la direction de l'hôpital européen Georges-Pompidou à lancer une collecte pour s'équiper d'un scanner. Décidément cette société malade de la loi du profit, avec ses gouvernements qui démolissent les services publics les uns après les autres, devient invivable. Au sens propre. Lucien Bonnafé, psychiatre désaliéniste, disait : « On juge du degré de civilisation d'une société, à la façon dont elle traite ses fous ». Cette phrase, si actuelle pour la psychiatrie publique, l'est aussi dorénavant pour les soins somatiques.

Norbert Nusbaum

1 - <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2023-12/ER1289.pdf>

2 - Voir l'article de Simon Fontvieille dans Mediapart, 16 décembre 2023.

3 - Le Progrès du 25 décembre 2023.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR Annonces de Macron : recherche et universités en danger!

Le 7 décembre 2023, Macron a annoncé sa vision pour l'Enseignement supérieur et la recherche (ESR) d'ici à la fin de son mandat. Dans la continuité des lois qu'a subies l'ESR au cours des dernières décennies, de l'autonomie à la loi de programmation de la recherche (LPR), le projet macronien peut être résumé à partir de trois grands axes : détruire tout cadre national, poursuivre l'autonomie des universités et ouvrir à la privatisation.

Ceux-ci correspondent aux trois orientations annoncées : supprimer le statut pour les personnels afin de permettre des embauches locales et précaires ; contrôler la recherche par le pilotage, notamment à travers la transformation des organismes nationaux de la recherche (CNRS, Inserm, etc.) et enfin réduire les budgets des universités qui devront se caler sur le modèle anglo-saxon de l'investissement privé. Ces annonces se font par ailleurs parallèlement à la labellisation de l'enseignement supérieur privé par le ministère, permettant à de grands groupes capitalistes de profiter de ce marché lucratif encore trop peu exploité. Ces objectifs s'articulent autour d'une seule volonté : accentuer la compétition entre les établissements supérieurs et gagner des places dans les classements internationaux comme ceux de Shanghai dont les indicateurs de la qualité des universités et de la recherche sont fortement questionnés. Tout cela aux dépens des personnels, des étudiantEs et au final de l'avenir du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le « Conseil scientifique présidentiel », un instrument pour gouverner?

Alors que les organismes publics de la recherche existants sont ignorés, Macron a aussi annoncé la création du Conseil présidentiel de la science, un nouvel organisme pas très bien défini qui devrait aider le président dans sa prise de décision. Du « Grand Débat » lors de la mobilisation des Gilets jaunes au Conseil scientifique du Covid-19 en passant par la Convention citoyenne pour le climat, les propositions d'ouverture démocratique de

Macron ont toujours constitué un simulacre de participation. Le but est de désamorcer la critique tout en essayant de construire des stratégies de légitimation de sa politique de destruction du commun.

De fait, l'approche de la recherche par Macron, comme le reste de sa politique, est fondée sur une vision autoritaire et dénie toute dimension démocratique : si les étudiantEs, les personnels ou les syndicats sont contre, c'est parce qu'ils n'ont pas compris. Il ne sert donc à rien de discuter, il faut à Macron des structures dociles et consensuelles qui appliquent sa vision du monde et de la recherche scientifique. Comme tout autre domaine du social, celle-ci est subordonnée aux logiques de la concurrence et de la rentabilité économique. Son conseil permettra d'outiller la prise de décision présidentielle par le biais du recours à l'expertise. Exit les syndicats de personnels, exit les académies des sciences, Macron va faire place nette si nous ne nous organisons pas pour l'arrêter!

ÉtudiantEs étrangerEs discriminéEs

L'attaque contre les universités comporte aussi son volet dans la récente loi raciste sur l'immigration. L'internationalisation et l'« attractivité » des universités sont en effet indissociables de la doctrine de la sélection adossée à celle de l'immigration choisie. Versement d'une « caution de retour » pour obtenir un visa, contrôle accru et retrait possible du visa étudiant, instauration de quotas... Ces mesures viennent s'ajouter à l'augmentation des frais de scolarité datant de 2019 et appliquée aux étudiantEs hors UE qui doivent déboursier plusieurs milliers

d'euros contre quelques centaines pour les étudiantEs issuEs de l'UE. Cette loi précarisera aussi encore plus les salariéEs étrangerEs des universités et organismes de recherche.

Nous revendiquons la suppression de cette « caution de retour » et la gratuité des frais de scolarité pour toutEs.

L'élan vital des mobilisations étudiantes

Malgré la chape de plomb jetée sur les universités avec les contre-réformes, le nouveau maccarthysme contre les « islamogauchistes » et l'actuelle répression de la solidarité envers le peuple palestinien, la mobilisation de la jeunesse étudiante essaie de se frayer un chemin. Des comités Palestine voient le jour dans plusieurs facs en proposant des moments de débat, de formation et d'élaboration. Ces initiatives sont vitales car elles renouent avec la vocation émancipatrice et critique de la science et de l'université.

Valentin Pantin, Hor, Héléne Marra

À lire sur le site



Procès du 8-12: justice nulle part! par Anna Ralebolle



Rafle de livreurs à vélo à Grenoble et dans plusieurs autres villes



Servier condamné, mais le Mediator reste rentable! par Frank Prouhet

CHANSON Métamorphose, de Bernard Lavilliers

Barclay, 2023, 16,99 euros.

Quand un auteur compositeur interprète passe au classique, c'est une forme de consécration... Il est alors adoubé, enfin accueilli au sein de la « grande culture », admis comme faisant partie de la famille : il passe et repasse sur France Inter, s'ouvre les portes de *Télérama*. Certes, Bernard Lavilliers n'a pas attendu cet album pour être reconnu, largement, par son public et par les critiques, mais l'on sent bien que d'aucunEs attendent (secrètement ?) de le voir faire allégeance ! Pourtant Bernard ne lâche rien ! Le choix des titres proposés dans cet album en fait un événement majeur de sa discographie. À l'écoute de ces morceaux, travaillés avec soin par l'auteur avec les équipes des musicienNEs symphoniques envers lesquelles il exprime un grand respect et une réelle fraternité, celle ou celui qui l'écoute ne peut que clamer « Lavilliers encore », et merci à ses « mains d'or » ! Pour *Betty*, pour *La Grande Marée*, pour *Noir et blanc* et pour l'ensemble de l'opus.

La voix de la sagesse...

Les arrangements symphoniques des succès les plus éclatants — mais pas que — de l'auteur-compositeur, contenus dans le CD, semblent permettre au chanteur d'aborder son œuvre sans faire semblant d'être resté un jeunot, de poser la voix d'un homme qui ne renonce à rien malgré les années, nous gratifiant, pour la lutte, d'une évocation de *la Bandiera rossa* d'une terrible actualité, et nous promettant, en point d'orgue, rien moins que *l'Espoir* ! « Dans le secret, dans l'amour fou / De toutes tes forces / Va jusqu'au bout / Et si l'espoir revenait ».

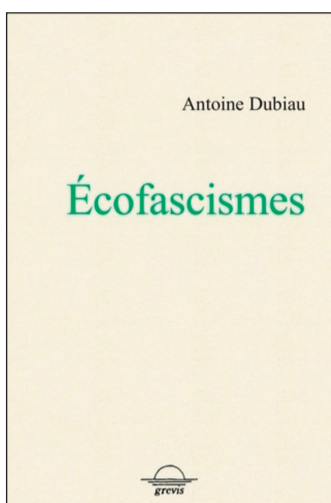
Vincent Gibelin



ESSAI Écofascismes, d'Antoine Dubiau

Grévis, édition augmentée, 2023, 220 pages, 13 euros.

« Considérer que l'écologie se situe naturellement (et unilatéralement) du côté des mouvements socialistes, ou même de la gauche, s'apparente à une forme paresseuse d'arrogance ». Le livre d'Antoine Dubiau vient à point nommé pour armer celles et ceux qui s'engagent dans les batailles de l'écologie politique, notamment dans des luttes locales, et qui croisent des militantEs et des courants qui peuvent sembler nous ressembler mais qui, en y regardant de plus près, ne vont pas, mais alors pas du tout, dans le même sens que les courants progressistes de l'écologie. Il ne s'agit pas d'une encyclopédie des écofascismes, mais plutôt d'une boîte à outil matérialiste pour nous y retrouver dans cet univers et comprendre à qui, à quoi, nous avons affaire. D'abord, il s'inscrit en référence aux théorisations du fascisme



développés par Ugo Palheta, en tant que processus croisant une idéologie, un système d'organisation et une façon d'exercer le pouvoir. Ensuite, son travail repose sur un énorme travail de veille sur la production effective des courants écofascistes notamment sur les réseaux sociaux.

Écofascistes vs carbofascistes

Antoine Dubiau permet de faire le tri entre ceux — les plus nombreux — pour qui l'habillage écologique est juste une volonté de récupération des thèmes de l'écologie par l'extrême droite française « installée », et ceux — les plus dangereux — qui élaborent un discours plus construit, autour de la référence à la nature (et donc ce qui est contre-nature), de l'émergence d'une forme de rapport racialisé au territoire — le blanc serait la couleur naturelle des habitantEs de l'Europe, en harmonie avec ce territoire, ayant donc vocation à se préserver et à se protéger — d'une critique radicale du productivisme débouchant sur une condamnation de tout progrès, assorties de l'invocation de la tradition, à un repli réactionnaire sur le territoire et à une critique de la démocratie comme système inopérant face au défi climatique...

POCHE Le Chant d'Achille, de Madeline Miller

En poche chez Pocket, 475 pages, 8,10 euros.

Madeline Miller est une autrice américaine. Passionnée et spécialiste de la Grèce antique et de sa mythologie, elle a décidé de publier plusieurs romans se plaçant dans cet univers, afin de faire découvrir des figures mythiques à travers une autre vision que celle des grands récits héroïques. Dans le magnifique *Chant d'Achille*, paru en 2014 et sorti depuis au format poche, elle propose une vue différente de *l'Iliade*, à travers le regard de Patrocle, d'abord enfant, et jusqu'à sa mort des mains d'Hector, à Troie. Patrocle est moins connu que son amant, Achille. Il est pourtant une pièce maîtresse dans

le dénouement de la guerre de Troie. Nous le suivons ne faire qu'un avec Achille, avec qui il partage, outre un amour et une amitié, une formation chez le centaure Chiron, d'autres amours ou encore des querelles avec les rois de Grèce au premier rang desquels campe Agamemnon.

Contourner la vision guerrière

Achille, son amoureux, fils du roi de Phéacie, Pélée, et de la déesse Thétis, y est décrit avec vivacité. Leur relation est palpable. Les mots, les tournures, les rythmes nous font découvrir quelques contrées hellènes ainsi que la côte troyenne à l'ouest de l'Anatolie. Nous côtoyons de grands noms, des hommes et

des dieux, tels Ulysse, Ménélas, Pâris, Apollon, Ajax... Mais Madeline Miller ne se cantonne pas à la vision guerrière et virile : elle la contourne même complètement et se borne à une lecture humaine, où l'empathie est sacralisée, où la douceur est sanctuarisée, où l'amour est valorisé. Les femmes et les enfants n'apparaissent pas comme des personnages secondaires mais comme des personnes à part entière. Les petits plaisirs et les grands déchirements ne sont pas pris de haut mais, au contraire, ils sont mis en exergue comme ce qui forme les identités, les contradictions, les libérations... Un véritable chef-œuvre qui, tout en respectant l'imaginaire de l'Antiquité grecque, nous offre

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil

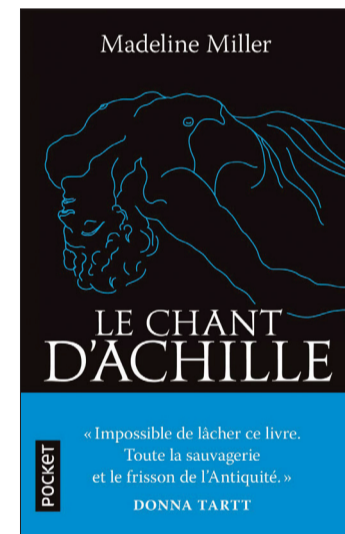
★ la-breche.com

01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

Porter un projet de société écologique!

L'auteur attire notre attention sur les confusions qui peuvent naître d'une certaine forme de radicalité de la part de ces courants, au niveau théorique mais aussi sur le terrain, et invite à la clarification du discours écologique, à l'élaboration politique d'un projet de société écologique, dénué de toute ambiguïté sur les perspectives émancipatrices qu'il porte et sur ses liens avec les luttes contre les oppressions et les discriminations.

Claude Moro



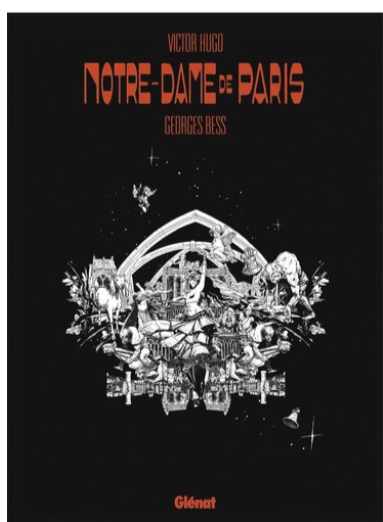
un autre regard. Un chant, oui, c'est bien cela.

Alexandre Raguet

BD Victor Hugo, Notre-Dame de Paris, de Georges Bess et Pia Bess

Éditions Glénat, 2023, 208 pages, 25,50 euros.

Les fans de Quasimodo, d'Esméralda et de *Notre-Dame de Paris* ne s'y tromperont pas : cet ouvrage est un monument. Georges et Pia Bess réussissent le tour de force de rendre en 200 pages toute l'intensité dramatique, la force, la puissance, du roman de Victor Hugo. L'usage du noir et blanc, un dessin d'une précision et d'une ampleur remarquables permettent dans un bel ensemble à Esméralda d'être la plus belle, la plus vertueuse, la plus touchante des zingaras, à Quasimodo d'être le plus laid, le plus fort, le plus loyal, des monstres sacrés, à la foule parisienne de grouiller, comme il se doit, et bien entendu à la cathédrale d'être monumentale et de prendre la place qui lui revient de droit. Dans un texte à ce point condensé, même si l'essentiel de l'intrigue est préservé, le style fait les frais d'un format minimaliste. C'est donc dans le dessin et la composition des



planches que l'on doit retrouver le souffle hugolien qui nous attache aux héros du drame, qui nous emporte dans les vertigineuses tours de la cathédrale, qui nous égare dans les recoins de pierre où restent tapis les secrets les plus profonds de l'âme perdue de Frolo. Alors, comme dans le roman, comme dans la comédie musicale, comme dans le dessin animé, et même si on connaît la fin, on n'a pas du tout envie que ça se termine!

L'avantage de la BD, c'est que posée sur la table du salon, elle reste à portée de la main et, quelle que soit la page ouverte, la magie opère aussitôt!

Vincent Gibelin

MUSIQUE Le Jardin des délices, de Leïla Martial et Valentin Ceccaldi

BMC Records, 2023, 14,90 euros.

Ce disque marque les retrouvailles de deux musicienNEs qui se sont hissés en une dizaine d'années parmi les superstars d'une scène jazz décloisonnée et versatile. La liste, trop aimable, des reprises choisies pourrait sembler une tentative un peu facile de nous charmer. Mais les deux complices, prolifiques et multiprimés, n'ont pas besoin de nous prendre de haut pour avoir notre confiance. *Au bois de Saint-Amand* de Barbara est l'occasion de déstructurer joyeusement cette similitude comptine au point de nous la faire redécouvrir. Et *Cold Song*, tube implacable de Purcell, est ni plus ni moins à la juste hauteur des sensations que nous procure la voix



magique de Leïla Martial, caressante et bousculante. En concert, celle-ci est capable de nous faire pleurer de rire ou d'émotion en moins d'une minute. Quelquefois cette voix passe au travers d'objets incongrus (des mignonnettes vides, une flûte à coulis...) pour élargir encore sa palette, mais c'est le plus souvent sans artifice qu'elle produit ces irrésistibles gloussements et autres drôles de sons. Une technique à toute épreuve qui s'explique probablement par une pratique obsessionnelle et assidue du chant, une curiosité voyageuse et, il faut le dire, un bon grain de folie. Le violoncelle de Valentin Ceccaldi n'est pas en reste, usant de la même

facétie, multipliant les registres avec la même insolente maîtrise. Co-fondateur avec son frère Théo du label Tricollectif, « un projet un peu coquin, un peu fripon, sur fond de choses désuètes », il est habitué à visiter absolument tous les styles, du rock à Johnny Clegg¹. Au côté du duo, c'est au compte-gouttes que s'invitent de discrets effets de studio. Dans l'expression « jouer de la musique », le premier mot n'est pas anecdotique. Loin d'une fantasmagorie qui voudrait faire croire que l'artiste doit souffrir pour avoir du talent, ici tout semble léger. Y compris l'audace d'assumer l'impérieuse nécessité d'exprimer en musique des sentiments personnels. La longue pièce qui donne son nom à l'album, *Ève au jardin des délices*, prend les atours d'un manifeste féministe, pointant le patriarcat de certains passages de la Bible et s'achevant sur une citation décomplexée de Julie Pietri : « Ève lève-toi et danse avec la vie ! ». Éclectique, on vous dit.

Benjamin Croizy

¹ - Voir l'Anticapitaliste n°595 du 16 décembre 2021, *Bowling*, de Pelouse : <https://lanticapitaliste.org/opinions/culture/bowling-de-pelouse>

BORDEAUX EN LUTTES

Une petite dose d'anticapitalisme dans les institutions ?

Depuis juillet 2020, le NPA a bien un élu au conseil municipal de Bordeaux qui siège aussi au conseil de Bordeaux-Métropole (28 communes). Cela a fait suite à une campagne dynamique de « Bordeaux En Luttes », une liste unitaire avec des camarades de LFI, des manifestantEs Gilets jaunes, des syndicalistes, des jeunes et moins jeunes impliqués dans différentes associations et mobilisations. Résultat, nous avons obtenu trois éluEs. Entre-temps, nous avons malheureusement subi une scission causée par des désaccords politiques mais aussi par une incapacité à gérer collectivement plusieurs situations conflictuelles.

Aujourd'hui, nous sommes un peu fragilisés mais nous ne lâchons rien et nous tenons le mieux que nous pouvons. L'essentiel est sauvé, à savoir une unité entre des militantEs Npa et LFI avec des sympathisantEs autour. Le groupe d'opposition de gauche « Bordeaux En Luttes » comprend donc deux éluEs, aidé par deux « collaborateurEs » à mi-temps, rémunérés par la ville. Nous avons aussi des moyens logistiques : un local-bureau, des ordinateurs, une photocopieuse, ça fait partie des moyens de fonctionnement donné aux groupes, dès qu'ils ont deux éluEs. Ouf, c'était limite pour nous ! On pourrait militer sans bien sûr, mais cela nous est très utile pour l'organisation du travail car nous avons une équipe militante qui assure cette activité politique très particulière, ingrate mais qui nous semble être importante.

Expliquer ce que serait une vraie politique de gauche

Être éluE, c'est une activité militante particulière. Depuis trois ans, nous apprenons, nous tentons de faire entendre une politique anticapitaliste au sein d'assemblées, à dominance de « gauche » certes, mais clairement dans la défense d'un système et d'institutions qui sont si peu démocratiques, si déconnectées des populations, surtout des milieux les plus modestes. Mathématiquement, il n'y a pas photo, nous ne pouvons rien changer, toutes les délibérations sont votées sans suspense, d'autant que gauche et droite s'unissent presque pour tous les votes.

Évidemment, parfois on se demande à quoi on peut servir, si tout notre travail (lecture des centaines de pages de délibérations) n'est pas finalement peine perdue. Nous doutons de notre efficacité, de nos possibilités. Surtout qu'en l'absence de mobilisations sociales dans les quartiers, nous sentons bien qu'il nous manque une force collective, celles des habitantEs en colère qui se défendraient, qui s'organiseraient par en bas et dont nous pourrions porter la parole.

Alors, nous utilisons l'espace qui nous est donné, nous intervenons très régulièrement pour critiquer la politique de la gauche

Toutes les délibérations sont votées sans suspense, d'autant que gauche et droite s'unissent presque pour tous les votes



Dans des enceintes où ça discute toujours gestions financières et administratives et quasiment jamais de choix politiques et sociaux, nous tentons de politiser les débats, en parlant de luttes de classes

qui n'est plus de gauche depuis longtemps, pour expliquer ce que pourrait être une vraie politique de gauche, une politique qui réponde aux besoins sociaux, qui s'adresse aux plus pauvres, qui, même au niveau local, pourrait redistribuer les richesses.

Défendre les services publics, visibiliser les colères et exprimer ses solidarités

Nous défendons sans relâche les services publics (logement, transport, dispensaires de santé, alimentaire...), nous défendons la nécessaire confrontation aux institutions qui n'osent pas franchir « des lignes jaunes », par exemple en réquisitionnant les logements vides, en s'attaquant aux grosses entreprises du privé, comme les affairistes et spéculateurs immobiliers, les gros propriétaires viticoles (pollution aux pesticides), les sociétés du tourisme industriel (paquebots de croisière)...

Nous faisons entendre des idées, des principes, des mots qui n'ont pas dû résonner souvent dans les salles des conseils municipaux et métropolitains. Nous tentons à rendre visible les employéEs des collectivités territoriales, leurs grèves, leurs revendications, leurs conditions de travail dégradées. Dans des enceintes où ça discute toujours gestion financière et administrative, et quasiment jamais de choix politiques et sociaux, nous tentons de politiser les débats, en parlant de luttes de classes en expliquant qu'il y a une confrontation entre le camp des privilégiés et des riches d'un côté, et le camp

des précaires, des pauvres, des opprimés de l'autre.

Aussi, nous mettons en avant dès que nous en avons l'occasion les solidarités internationales avec les peuples, comme récemment pour le peuple palestinien. Et comme nous avons la chance d'avoir un ministre macronien au conseil municipal [Thomas Cazenave, ministre du Budget depuis juillet 2023, NdLR], nous trouvons régulièrement les occasions pour nous attaquer à ce gouvernement autoritaire.

Isolés

Toutefois, il n'est jamais simple d'intervenir dans ces assemblées et ce n'est pas seulement parce que nous sommes ultra-minoritaires et très éloignés des politiques menées tout en continuité des politiques de droite précédentes. C'est surtout parce que, même si c'est à un degré moindre qu'à l'Assemblée nationale, nous sommes pris dans des ambiances de pouvoir, de rapports de forces, avec de l'arrogance et du mépris. On ne pèse pas grand-chose mais on dérange, on énerve parfois, on suscite une hostilité claire, une agressivité verbale de la part de la droite mais aussi de la gauche qui peut être très véhémente. Il y a eu un bel exemple lors des émeutes dans les quartiers populaires en juin-juillet derniers lorsque la droite et la gauche ainsi que le Parti communiste, ont tous eu des mots

Notre seule présence est déjà perçue comme une anomalie, comme l'erreur d'un système électoral qui ne filtre pas assez bien les entrants

pour dénoncer les « violences urbaines », sans aucune compassion. Le fait d'exprimer seulEs contre 103 éluEs notre totale solidarité avec les jeunes révoltés, en dénonçant la mise et les discriminations, le racisme et les violences policières, a provoqué des cris d'indignations et des déclarations (de gauche) du genre : « vous n'avez rien à faire dans cette enceinte républicaine ».

Une expérience politique intéressante

Notre présence est révélatrice d'une institution faite pour les habitués du pouvoir. Pas besoin de parler pour se distinguer, notre seule présence est déjà perçue comme une anomalie, comme l'erreur d'un système électoral qui ne filtre pas assez bien les entrants. Cela rend notre tâche compliquée mais en même temps intéressante. Car le fait de déranger c'est déjà pas mal, et ce n'est pas pour nous déplaire. Le fait d'exprimer nos solidarités, nos colères, nos dénonciations et nos réponses ou nos choix politiques, c'est énorme. Parce qu'on apprend à les exprimer dans un endroit où nous avons finalement toutes les raisons d'être.

Il faut souligner, comme une complicité avec le système, le fait que les médias locaux invisibilisent totalement notre activité d'éluEs. Cela n'aide pas à faire entendre nos combats en dehors des parlements bordelais et métropolitains. Car pour être utile, l'important serait ce lien entre les préoccupations des habitantEs, leurs ras-le-bol, leurs espoirs, leurs besoins et des éluEs comme nous. Nous en sommes convaincus, notre force et notre efficacité dépend des mobilisations populaires au quotidien.

Au fond, comme toute notre activité militante, ce travail d'élu militant est une expérience politique qui, nous l'espérons, est transmissible et utile pour la suite.

Philippe Poutou et Béatrice Walylo

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste1)
[lanticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/lanticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,
l'Anticapitaliste
 la revue

Le n°151 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
 2, rue Richard-Lenoir,
 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine

